



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
des Pays de la Loire

Nantes, le

15 NOV. 2017

Unité Départementale de Loire-Atlantique

Nos réf. : N6-2017-225

Vos réf. :

Affaire suivie par : Alexandre DYL

alexandre.dyl@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 72 74 78 03 – Fax : 02 72 74 77 99

Courriel : ut-nantes.dreal-pays-loire@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : MIN à Rezé – dossier de porter à connaissance du 5 octobre 2017

I – Rappel du contexte

Dans le cadre du transfert du Marché d'Intérêt National (MIN) de Nantes, une demande d'enregistrement a été déposée le 3 mai 2016 par NANTES METROPOLE pour exploiter des entrepôts de stockages (dont frigorifiques) et réaliser des activités de préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale et animale sur la commune de Rezé (installations constitutives du futur Marché d'Intérêt National). Cette demande a abouti à un arrêté d'enregistrement du 2 août 2016 concernant les installations classées du tableau suivant :

N° RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	VOLUME*
1510-2	stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts , à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 300 000 m ³	Volume total d'entrepôt dédié au stockage de matières combustibles : 246 300 m³
1511-2	Entrepôts frigorifiques , à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume des entrepôts étant	Volume total de stockages réfrigérés : 102 800 m³

N° RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	VOLUME*
	supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 150 000 m ³	
2220-B-2-a	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale , par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc., à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles, et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. Installations non classées au titre de la rubrique 3642 et fonctionnant plus de 90 jours consécutifs en un an. La quantité de produits entrant étant supérieure à 10 t/j	Mûrisseries de bananes d'une capacité de production de 132 t/j Unité de pasteurisation à froid d'une capacité de production de 35 t/j capacité totale de production de 167 t/j
2221-B-1	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale , par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour les animaux de compagnie. Installations non classées au titre de la rubrique 3642. La quantité de produits entrant étant supérieure à 2 t/j	Ateliers de boucherie d'une capacité de découpe de viande de 26 t/j Unité de pasteurisation à froid d'une capacité de production de 35 t/j capacité totale de production de 61 t/j

* Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

Cet arrêté d'enregistrement a également été mis à profit pour prendre acte du classement sous le régime déclaratif des installations classées suivantes, constitutives du futur MIN de Rezé :

N° RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	VOLUME	DC OU D *
2663-1-c	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 200 m ³ mais inférieur à 2 000 m ³ .	Stockage d'emballages en polystyrène (état alvéolaire) : quantité maximale stockée inférieure à 2000 m³ .	D
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs . La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance totale de courant continu supérieure à 50 kW	D
4735-1-b	Ammoniac . La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant, pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg, supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t	Quantité totale de 1,04 t répartie dans 6 salles des machines	DC

N° RUBRIQUE	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	VOLUME	DC OU D *
4802-2-a	Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009. Emploi dans des équipements clos en exploitation. Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Équipements de réfrigération employant des gaz frigorigènes. Quantité cumulée de fluides contenus dans les équipements de capacité unitaire supérieure à 2 kg : supérieure à 300 kg	DC

* Régime :

DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration).

Par courrier en date du 5 octobre 2017, Madame la Présidente de Nantes Métropole (exploitant au sens ICPE) a porté à la connaissance de Madame la Préfète les modifications apportées aux installations classées du futur MIN conformément aux prescriptions de l'article R 512-46-23 du Code de l'Environnement. Cette transmission fait suite à une demande de l'inspection des installations classées du 4 avril 2017 qui avait été informée des projets de modifications et qui avait estimé qu'un dossier de « porter à connaissance » était nécessaire.

II – Présentation des modifications apportées

Les deux principales modifications apportées par NANTES METROPOLE aux futures installations classées du MIN de Rezé, par rapport à l'arrêté d'enregistrement du 1^{er} août 2016, seront les suivantes (voir plan en annexe) :

- remplacement d'un bâtiment (B8) de 5200 m² au Sud du site, initialement dédié à une mûrisserie de bananes classée sous la rubrique 2220 de la nomenclature, par un bâtiment de stockage de 1400 m² classé sous les rubriques 1510, 1511 et 2663 de la nomenclature.
- Séparation et agrandissement (de + 1200 m²) de la cellule située à l'extrémité Nord du bâtiment B2, bâtiment classé sous les rubriques 1510 et 1511 pour la considérer indépendante du reste du bâtiment et classée sous la rubrique 2221.

Ces modifications entraîneront une diminution des volumes d'activité au titre des rubriques 1510, 1511 et 2220 du tableau susvisé :

- le volume total d'entrepôts dédiés au stockage de matières combustibles classés sous la rubrique 1510 sera de 223 050 m³ (au lieu de 246 300 m³) ;
- le volume total d'entrepôts dédiés aux stockages réfrigérés classés sous la rubrique 1511 sera de 96 960 m³ (au lieu de 102 800 m³) ;
- La quantité de produits alimentaires d'origine végétale entrante, visée par la rubrique 2220, sera de 35 t/j (au lieu de 167 t/j)

D'autres modifications non notables seront également apportées :

- la diminution d'un stockage classé au titre de la rubrique 2663 de la nomenclature au sein du bâtiment B4 et le déplacement d'un stockage classé au titre de la même rubrique du bâtiment B2 vers le bâtiment B8
- la diminution du stockage d'ammoniac classé au titre de la rubrique 4735 ainsi que ses conditions de stockage en salle des machines : une quantité totale de 532 kg d'ammoniac sera stockée dans 5 salles des machines dans des récipients de capacité unitaire inférieure à 50 kg.

La première modification susvisée n'entraînera pas de changement du régime de classement du site au titre de la rubrique 2663 de la nomenclature. La quantité maximale stockée d'emballages en polystyrène à l'état alvéolaire sur le site restera inférieure à 2000 m³, relevant du régime déclaratif.

La deuxième modification, contrairement à ce qui est indiqué dans le dossier de porter à connaissance, n'entraînera pas le non classement du site au titre de la rubrique 4735 mais une modification de classement au titre de cette même rubrique. En effet, il convient d'additionner les quantités d'ammoniac dans chaque salle des machines pour déterminer le classement global du site au titre de cette rubrique (comme cela a été fait dans le dossier de demande initial) et non de considérer chaque salle des machines de manière indépendante. Ainsi le site passera d'un classement 4735-1-b (stockage total de 1,04 tonnes en récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg répartis dans 6 salles des machines) à un classement 4735-2-b (stockage total de 532 kg en récipients de capacité unitaire inférieure à 50 kg répartis dans 5 salles des machines).

Le porter à connaissance comprend par ailleurs une modélisation des flux thermiques en cas d'incendie pour le bâtiment B8. Pour ce faire, le logiciel FLUMILOG a été utilisé en considérant pour l'ensemble de ce bâtiment un stockage de palettes types 1510 puis 1511. Dans ces 2 cas, les flux thermiques correspondant au seuil des effets létaux seraient contenus à l'intérieur des limites du site. Avec une modélisation pour des palettes types 1510, le seuil des effets dominos atteindrait la station de lavage à l'Ouest mais l'exploitant indique qu'« *aucun effet domino n'est à prévoir (à partir de celle-ci) compte-tenu de l'absence de produits dangereux ou combustibles* ». Avec une modélisation pour des palettes types 1511, l'étude fait apparaître une absence d'effet domino.

L'exploitant n'a pas réalisé de modélisation des flux thermiques en cas d'incendie de la cellule située à l'extrémité Nord du bâtiment B2. Il indique dans son porter à connaissance que « *la cellule située au Nord du bâtiment B2 est classée uniquement au titre de la rubrique ICPE 2221 sous le régime de l'enregistrement, le risque incendie est ainsi négligeable, notamment en comparaison du classement précédant au titre des rubriques 1510 et 1511* ».

Le dossier indique que le bâtiment B8 respectera les dispositions des arrêtés ministériels 1510 et 1511 et que la cellule située au Nord du bâtiment B2 respectera les dispositions de l'arrêté ministériel 2221.

Enfin, les besoins en eau et les besoins en confinement des eaux d'extinction ont été réévalués sur la base de la modification du bâtiment B8 et de la cellule située à l'extrémité Nord du bâtiment B2. Ainsi, ces besoins ont été revus à la baisse en appliquant les documents techniques D9 et D9a. Les besoins en eau passent de 330 m³/h pendant 2 heures à 240 m³/h pendant 2 heures et la capacité de confinement de 2560 m³ à 2380 m³.

III – Analyse de l'inspection des installations classées


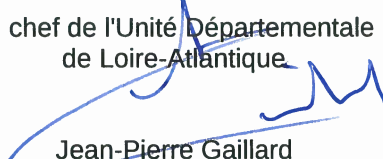
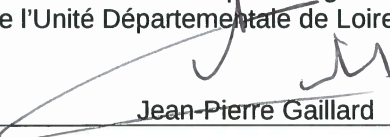
Les éléments du « porter à connaissance » de Madame la Présidente de Nantes Métropole concernant les modifications de certaines installations classées du futur MIN de Rezé font état, par rapport au dossier initial d'enregistrement :

- d'une diminution du volume total d'entrepôts dédiés au stockage de matières combustibles classés sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 ;
- d'une diminution du volume total d'entrepôts frigorifiques classés sous le régime de l'enregistrement au titre de la sous la rubrique 1511 ;
- d'une diminution du stockage d'ammoniac classé sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 4735 ;
- d'effets létaux qui resteraient contenus dans les limites du site en cas d'incendie du bâtiment B8, ce qui répond aux prescriptions des arrêtés ministériels 1510 et 1511 ;
- de l'absence d'effet domino sur les bâtiments voisins en cas d'incendie du bâtiment B8 ;
- du redimensionnement des besoins en eau et besoin en confinement des eaux d'extinction réalisés sur la base des documents techniques D9 et D9a, ce qui répond aux prescriptions des arrêtés ministériels 1510 et 1511 ;
- d'un engagement à respecter les prescriptions des arrêtés ministériels 1510 et 1511 pour le bâtiment B8 et celles de l'arrêté ministériel 2221 pour la cellule située au Nord du bâtiment B2, sans demande d'aménagement de prescriptions.

Par ailleurs, dans la mesure où l'exploitant s'engage à respecter en totalité les prescriptions de l'arrêté ministériel 2221 pour la cellule située au Nord du bâtiment B2, l'inspection des installations classées juge acceptable la non réalisation d'une modélisation des flux thermiques en cas d'incendie. L'inspection

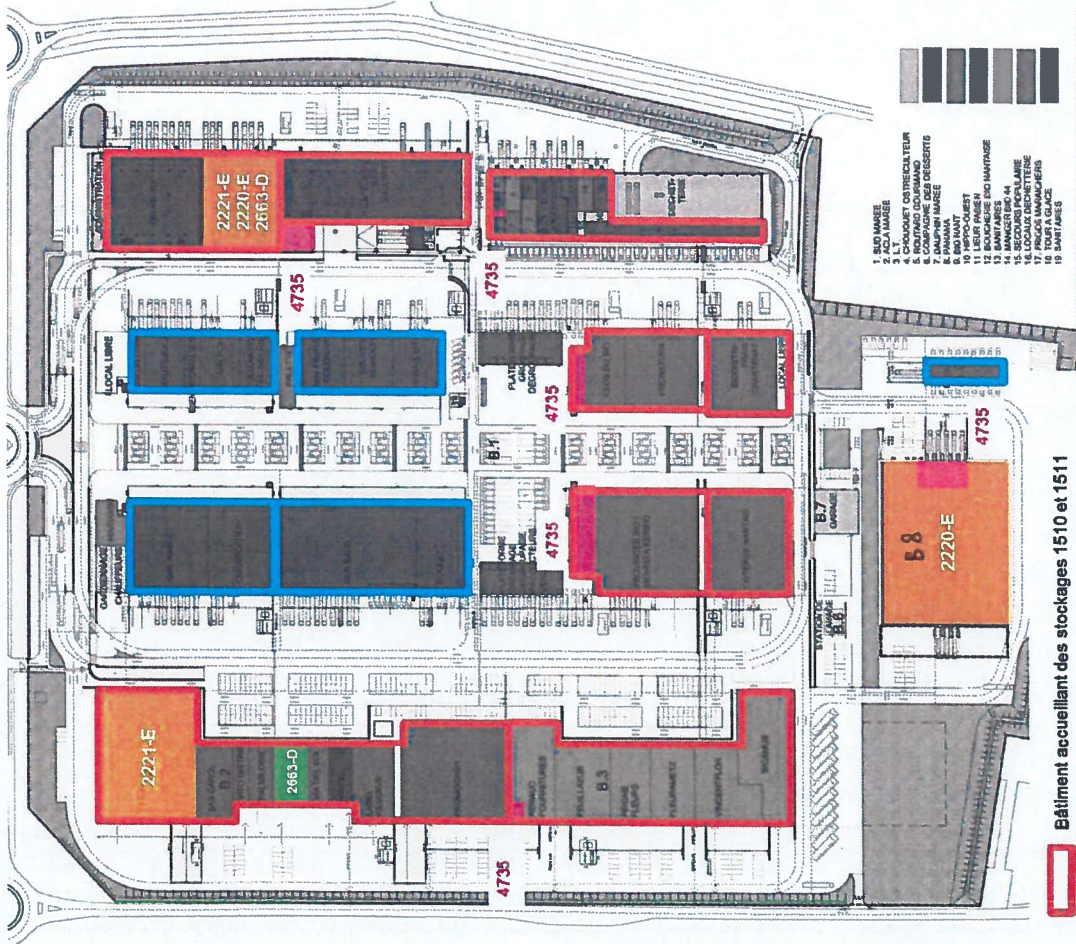
rappelle néanmoins que cette cellule devra être isolée du reste du bâtiment (classé 1510/1511) par un mur REI120 prolongé latéralement et en toiture, conformément aux prescriptions des arrêtés ministériels 1510 et 1511 et conformément aux engagements de l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement (justification du respect des prescriptions applicables). Enfin, l'inspection estime nécessaire la prise en compte des recommandations du SDIS en terme de détection automatique incendie concernant l'ensemble de cette cellule.

En conséquence, l'inspection des installations classées estime que les modifications apportées par l'exploitant ne sont pas substantielles au sens de l'article R 512-46-23 du Code de l'Environnement et ne nécessitent donc pas le dépôt d'une nouvelle demande d'enregistrement. Néanmoins, l'inspection propose qu'elles soient encadrées par un arrêté complémentaire pour acter la mise à jour du classement du site au titre des rubriques 1510, 1511, 2220 et 4735. A cet effet, un projet d'arrêté complémentaire est joint au présent rapport. Ce projet d'arrêté est également mis à profit pour tenir compte de l'évolution de la réglementation concernant la rubrique 1510 intervenue depuis la date de signature de l'arrêté d'enregistrement du 1^{er} août 2016. En effet, un arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 remplace l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510.

<p>REDACTION</p> <p>L'inspecteur de l'environnement</p>  <p>Alexandre DYL</p>	<p>VERIFICATION</p> <p>Le chef de l'Unité Départementale de Loire-Atlantique</p>  <p>Jean-Pierre Gaillard</p>
<p>VALIDE et TRANSMIS à Monsieur le Préfet P/La Directrice et par délégation Le chef de l'Unité Départementale de Loire-Atlantique</p>  <p>Jean-Pierre Gaillard</p>	

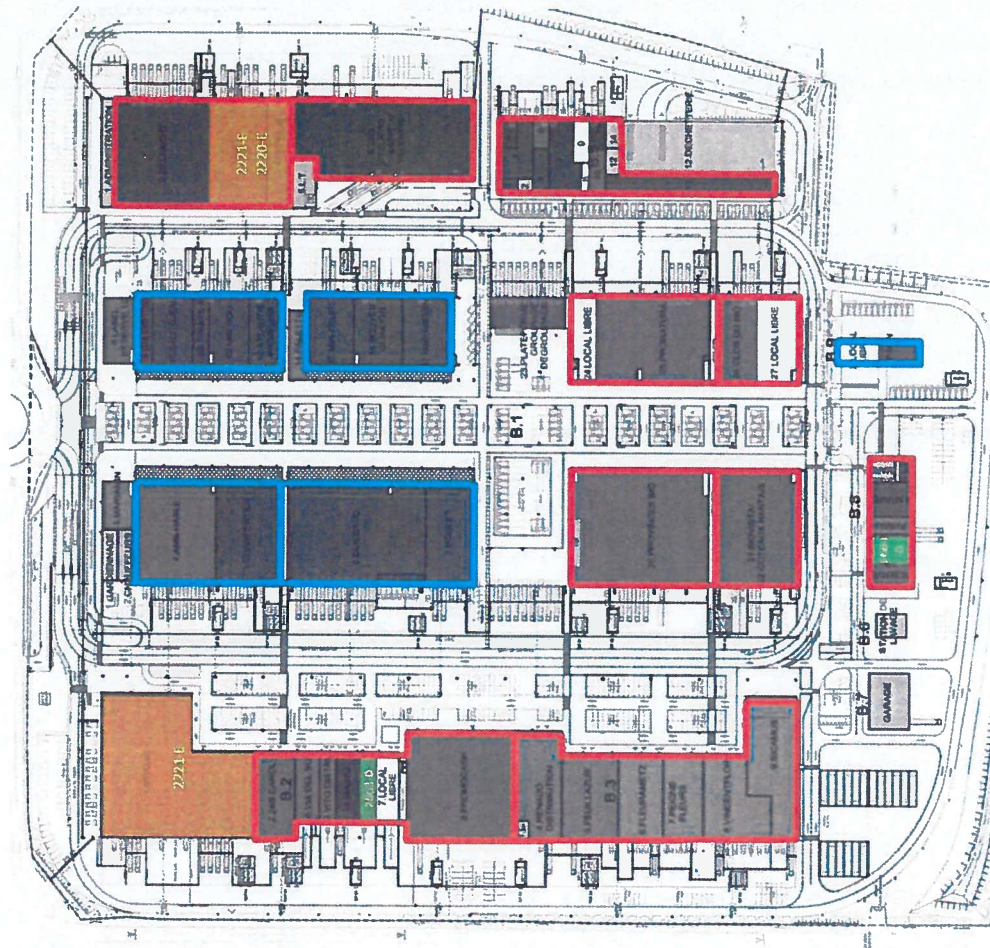
ANNEXE : PLAN DES MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS CLASSEES DU MIN DE REZE

Phase PC - demande d'Enregistrement ICPE



 Bâtiment accueillant des stockages 1510 et 1511
 Bâtiment accueillant des stockages 1511 uniquement

Porter à connaissance ICPE



 Bâtiment accueillant des stockages 1510 et 1511
 Bâtiment accueillant des stockages 1511 uniquement

Illustration n° 4 : Répartition des activités ICPE : projet initial et projet modifié

